

La mécanique d'une répression d'État

par Thibault Plantet

L'École de mécanique de la Marine (ESMA) fut l'un des principaux centres clandestins d'enfermement, de torture et d'assassinat de la dictature argentine (1976-1983). Érigé en lieu de mémoire, il est aujourd'hui menacé par un discours révisionniste au plus haut sommet de l'État.

À propos de : Claudia Feld et Marina Franco, dir., *Crimes contre l'humanité à l'ESMA. Anatomie d'un centre de détention clandestin en Argentine (1976-1983)*, traduit de l'espagnol (Argentine) par Alice Beriot, éd. Anamosa, 304 p., 22 € (ISBN : 978-2-38191-146-5)

Au cœur de Buenos Aires, un bâtiment discret, niché dans un vaste campus arboré, fut le théâtre des pratiques répressives les plus violentes de la junte militaire argentine au pouvoir entre 1976 et 1983, visant en priorité les milieux de gauche et étudiants. Sur les 5 000 personnes qui y furent détenues, à peine 300 survécurent. C'est l'histoire de ce lieu, devenu « une figure emblématique condensant l'horreur de cette époque » (p. 270), que retrace l'ouvrage codirigé par Marina Franco et Claudia Feld.

Le 24 mars 1976, un coup d'État militaire renverse la présidente Isabel Perón et inaugure une dictature qui durera sept ans. Dirigée par une junte composée de trois officiers, dont le général Jorge Rafael Videla est la figure centrale, celle-ci met en place un appareil répressif sans précédent dans l'histoire du pays : plus de six cents centres de détention clandestins sont installés sur l'ensemble du territoire, et la répression entraîne environ trente mille morts et disparus, un chiffre aujourd'hui contesté publiquement par le président Javier Milei. Publié en France à l'occasion du

cinquantième anniversaire du coup d'État, ce recueil plonge au cœur des mécanismes du terrorisme d'État. Les autrices y analysent la place de l'ESMA dans le dispositif de pouvoir de la junte et mettent en lumière son rôle dans la stratégie d'ascension politique d'Emilio Massera, membre du premier triumvirat et figure majeure de la marine, qui fit de ce centre un instrument au service de ses ambitions.

L'ouvrage s'inscrit dans les luttes mémorielles et judiciaires de l'après-dictature, l'ESMA étant devenue « une dimension symbolique du terrorisme d'État » (p. 22). C'est précisément cette double nature, à la fois site historique circonscrit et objet de mémoire à portée universelle, que ce livre se propose d'analyser, en prenant pour point d'entrée le fonctionnement concret du centre.

L'ESMA : lieu emblématique de la violence d'État

Peu après le coup d'État du 24 mars 1976, plusieurs bâtiments de l'École de mécanique de la Marine argentine (ESMA), situés au cœur d'un quartier aisé de Buenos Aires, sont convertis en centre de détention clandestin. Ils le resteront jusqu'à la chute de la dictature en 1983. Dans le cadre de la doctrine militaire de lutte contre « l'ennemi intérieur », la junte fait de ce site l'un des pivots d'un appareil répressif dont la portée excède largement les frontières nationales : l'ESMA s'inscrit ainsi dans le dispositif de l'opération Condor, réseau transnational de coordination entre régimes autoritaires latino-américains, nourri par les doctrines contre-insurrectionnelles de la guerre froide¹. Par l'ampleur des crimes qui y sont commis, ce centre constitue l'un des points culminants de la violence déployée par le « Processus de réorganisation nationale ».

Ce qui frappe à la lecture de l'ouvrage n'est pas seulement l'extrême violence des pratiques décrites, mais la rationalité méthodique qui les organise. Franco et Feld mettent en évidence le fonctionnement de l'ESMA comme un microcosme rigoureusement structuré : division fonctionnelle des espaces entre détention, interrogatoire et mise à mort, répartition précise des tâches au sein du Groupe de travail. Cette logique bureaucratique s'accompagne d'une euphémisation systématique du langage : derrière le « processus de récupération » ou le « transfert de prisonniers » se dissimulent la torture, le pillage, l'appropriation des enfants nés en

¹ Pour plus de renseignements, voir Francesca Lessa, *Le plan Condor en procès. Répression sans frontières et crimes contre l'humanité en Amérique du Sud*, Paris, Syllepse, 2024.

captivité et, surtout, les « vols de la mort », au cours desquels des détenus étaient jetés vivants dans l’océan depuis des avions militaires. Les militaires instrumentalisent également la survie de certains prisonniers pour briser les nouveaux arrivants, en leur présentant des camarades supposés morts comme preuve qu’il serait possible d’échapper à la mort en coopérant.

Les autrices dégagent ainsi une véritable grammaire de la cruauté, à la fois familière par sa parenté avec les formes d’extermination les plus systématiques du XXe siècle et singulière, car inscrite dans un contexte géopolitique spécifique. Rendre intelligible ce système, en nommer les rouages et restituer la parole des survivants : tel est l’un des apports majeurs de l’ouvrage.

Anatomie du crime

Au-delà de la description du fonctionnement interne du centre, l’ouvrage en propose une véritable « anatomie », en reconstituant ses logiques institutionnelles et ses inscriptions à différentes échelles. L’un des apports majeurs de l’ouvrage consiste à restituer l’ESMA non comme un enfer indistinct, mais comme une institution structurée, dotée d’une architecture propre (hiérarchies, rôles, chaîne de commandement) et animée par la cohérence froide d’un appareil d’État. Le Groupe de travail, qui dirigeait le centre, y exerçait un pouvoir absolu sur des détenus majoritairement très jeunes, souvent transférés dans un état critique, blessés ou agonisants, et privés de tout accès aux soins. La topographie elle-même reflétait cette organisation : au sous-sol, la sinistre « avenue du bonheur » était dédiée aux séances de torture ; ailleurs, des espaces distincts étaient réservés à la détention prolongée, aux travaux imposés aux prisonniers ou encore aux accouchements clandestins. Les femmes enceintes étaient maintenues en vie jusqu’à leur terme, avant que leurs enfants soient confiés à des familles liées au régime. Cinquante ans plus tard, certains de ces enfants n’ont toujours pas retrouvé leur identité biologique. À l’ESMA, la domination exercée sur les détenus ne se réduisait pas à la violence physique ; elle s’inscrivait aussi dans un dispositif de contrainte psychologique particulièrement élaboré. Franco et Feld décrivent avec précision la mise en scène de survivants, délibérément exposés aux nouveaux arrivants afin de les « briser » en leur suggérant que la coopération pouvait offrir une issue. Une minorité de prisonniers se voyait ainsi assigner des tâches intellectuelles ou manuelles dans le cadre du « processus de récupération » : projet de conversion idéologique du point de vue des bourreaux, mais qui relevait le plus

souvent, du côté des détenus, de stratégies de survie. Les autrices mettent en lumière cette zone grise entre contrainte et accommodation sans jamais céder à une lecture moralisante, abordant l'une des dimensions à la fois les plus complexes et les plus nécessaires de l'analyse.

Plusieurs œuvres cinématographiques ont cherché, dès la sortie de la dictature, à donner une forme sensible à ces mécanismes. *La Historia oficial* (Luis Puenzo, 1985) s'en empare sous forme de fiction : en suivant le parcours d'une femme qui découvre que l'enfant qu'elle a adopté est né en captivité, le film contribue à rendre visible un crime longtemps occulté. Il prolonge ainsi, sur un autre registre, le travail de dévoilement auquel participent Franco et Feld, en montrant combien ces pratiques continuent de hanter la société argentine.

C'est cette mécanique de la coercition au quotidien faite d'ambiguïtés, de mises en scène et d'ajustements forcés que le film argentin *Garaje Olímpico* s'attache à restituer sur le plan cinématographique, prolongeant sous une forme sensible les analyses proposées par l'ouvrage.

La violence de l'ESMA ne s'arrêtait pas aux murs du campus. Les autrices en cartographient les prolongements transnationaux avec une rigueur particulière. Les « vols de la mort » (méthode héritée de la guerre d'Algérie et enseignée à l'École des Amériques²) constituaient une stratégie d'effacement des corps : les vols de la mort privait ainsi les familles de toute possibilité de deuil et la justice de toute preuve matérielle.

Du négationnisme au « justificationnisme »

La transformation de l'ESMA en musée et site mémoriel constitue l'un des aboutissements les plus visibles des luttes menées dès la dictature par les familles de disparus pour la reconnaissance des crimes et la préservation de leur mémoire. Ce processus s'inscrit dans une dynamique plus large de vérité et de justice amorcée au

² « L'École des Amériques pour la coopération de sécurité » est un centre d'enseignement militaire créé en 1946, géré par le département de la Défense des États-Unis, célèbre pour avoir enseigné aux militaires latino-américains les doctrines de contre-insurrection et inculqué une idéologie anti-communiste. Nombre de militaires ayant par la suite organisé des coups d'État et instauré des juntes y ont été formés. Voir Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort, l'école française*, Paris, La Découverte, 2008.

lendemain du retour à la démocratie. Ainsi, la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas (CONADEP), créée par le président Raúl Alfonsín le 15 décembre 1983, établit l'existence de 360 centres clandestins de détention à travers le territoire argentin (p. 249), posant les bases d'une documentation rigoureuse du terrorisme d'État.

Dans le prolongement de ce travail d'enquête, le procès des juntas militaires, ouvert en 1985, marque une étape décisive : d'une durée de neuf mois, il permit de recueillir « plus de huit cents témoignages » (p. 272) et inaugura un long processus visant à traduire les responsables de la répression en justice. Cet épisode fondateur a récemment fait l'objet d'une reconstitution cinématographique avec *Argentina, 1985* (Santiago Mitre, 2022), qui en restitue les enjeux politiques et judiciaires tout en soulignant son importance dans la construction d'une mémoire démocratique.

Cette mémoire, pourtant, demeure instable. L'élection de Javier Milei à la présidence de la République argentine a infléchi une dynamique que l'on pouvait croire consolidée. Dans le débat public, il n'est plus seulement question de négationnisme, mais de « justificationnisme » : la répression est requalifiée, présentée comme légitime ou nécessaire ; une lecture aujourd'hui relayée dans le débat public, y compris au sommet de l'État, comme le souligne Marina Franco³. Les effets de ce tournant sont déjà perceptibles à l'ESMA même : éviction de la direction, licenciement d'une partie du personnel, réduction drastique des horaires d'ouverture. Autant de signaux qui témoignent d'une fragilisation des politiques de mémoire.

Entre exigence scientifique et portée civique

Dans ce contexte, *Crimes contre l'humanité à l'ESMA* s'impose comme une contribution majeure à l'histoire des violences d'État, moins parce qu'il comblerait un manque documentaire que parce qu'il en éclaire les logiques profondes. En constituant l'ESMA en objet d'analyse à part entière, dans sa matérialité, ses pratiques, ses inscriptions transnationales et ses usages mémoriels, Franco et Feld proposent un

³ Le slogan *Algo habrán hecho* (« Ils ont bien dû faire quelque chose ») constitue la réponse implicite du discours justificationniste au *Nunca más* (« Plus jamais ça »), en suggérant que les victimes auraient, par leurs engagements politiques ou armés, justifié en partie le sort qui leur fut réservé. À ce sujet, David Copello propose une analyse sur un possible rapprochement entre droits humains des luttes armées des guérilleros.

modèle d'enquête collective d'une grande rigueur, qui n'exclut ni l'engagement éthique ni la lisibilité. On peut toutefois s'interroger sur une tension interne à l'ouvrage : l'ampleur de l'appareil critique, avec ses notes et bibliographies détaillées en fin de chaque chapitre, infléchit en partie sa destination. Ce qui se présentait comme une enquête accessible, à portée universaliste, tend ainsi à se resserrer sur un lectorat plus académique, au risque de limiter la diffusion du questionnement qu'il porte.

« Notre intérêt pour l'ESMA [...] était professionnel et scientifique, mais aussi éthique, en tant que citoyennes argentines préoccupées par la valeur de la démocratie »⁴, explicite Marina Franco en revendiquant un engagement à la fois scientifique et citoyen. La préface inédite de l'édition française prolonge cette position en rappelant la nécessité de penser conjointement sciences sociales et défense des valeurs démocratiques. En ce sens, l'ouvrage vaut aussi comme mise en garde : il montre ce que rend possible un pouvoir sans limites et, ce faisant, déborde largement le cadre argentin pour lancer un avertissement à toute société confrontée aux tentations autoritaires.

Publié dans lavedesidees.fr, le 30 septembre 2026.

⁴ Extrait de l'article paru dans le Monde des Livres.